

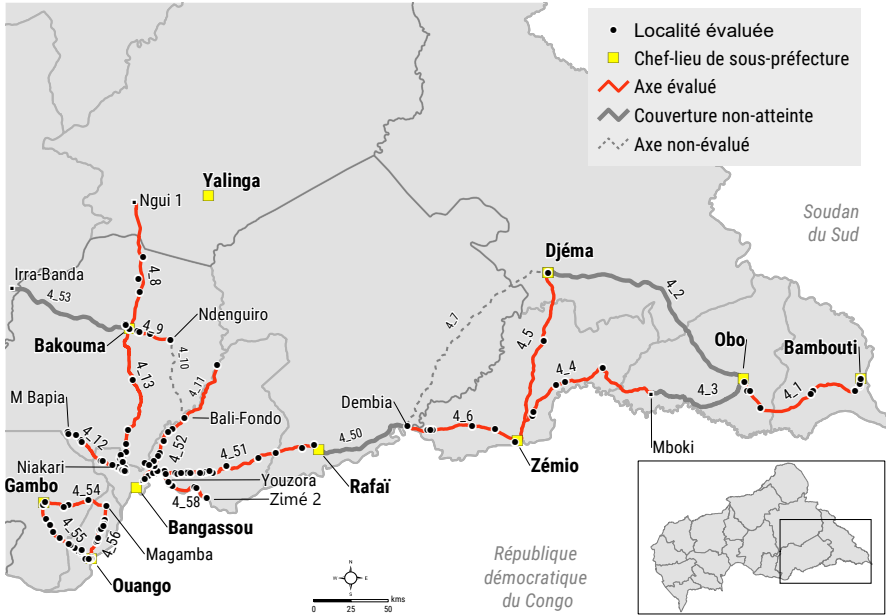
Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Décembre 2022

République centrafricaine | Sud-est 1

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 15 axes dans la macro-zone Sud-est 1 durant le mois de décembre 2022.

Les résultats sont présentés en termes des pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

Couverture

Nombre total d'entretiens :	467
Localités évaluées :	137
Axes évalués :	19
Axes avec seuils min. atteints ¹ :	15

Type d'IC

Résidents dans la localité :	70,2%
Visiteurs récents dans la localité :	28,7%
Contact indirect avec la localité :	1,1%

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 70%** où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 7%** où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 81%** où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 18%** où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 96%** où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 16%** où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 64%** où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 28%** où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,² la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

La zone sud-est est confrontée aux plusieurs difficultés, notamment l'insécurité et le manque d'infrastructures. L'insécurité dans la zone est caractérisée par la présence de groupes armés, notamment dans la préfecture de Haut Mbomou.³ L'arrivée des éleveurs transhumants ont apporté les vols et les attaques dans la préfecture de Mbomou.⁴ Le manque d'infrastructures est le plus critique dans les préfectures de Mbomou et de Haut Mbomou.⁵ Les inondations empirent davantage la qualité des infrastructures.⁶ L'insécurité tant que la mauvaise infrastructure limitent la présence des humanitaires dans cette zone, réduisant la capacité de la population de se récupérer des chocs, comme les inondations, qui empêchent leur accès aux services de base.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est1 et sud-est2.⁷

MÉTHODOLOGIE :

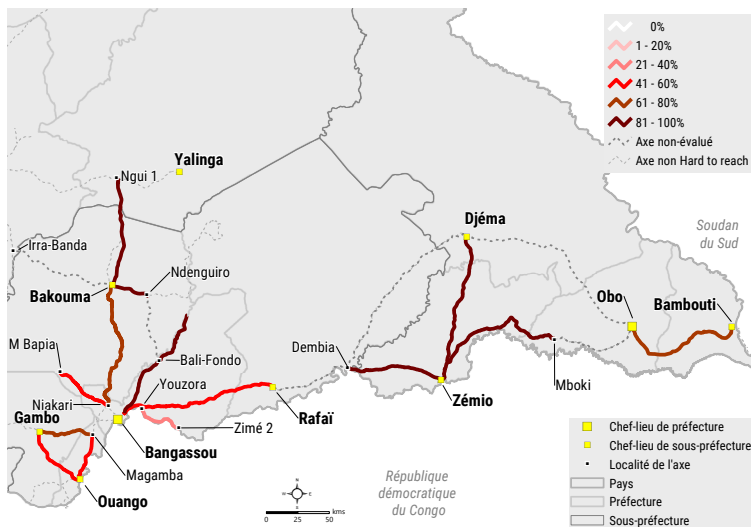
La méthodologie utilisée pour la collection des données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).



DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les informateurs clés ont constaté que les PDI sont présents dans la majorité de localités évaluées (70%), principalement à cause des conflits armés. La durée moyenne de déplacement des PDI la plus rapportée est plus d'un an dans la majorité de ces localités (67%), indiquant que l'insécurité est persistante dans la zone et qu'elle ne leur permet pas de retourner à leurs localités d'origine. Cependant, la présence de retournés et de rapatriés a été rapportée dans 90% de localités évaluées. Une explication possible pourrait être que l'insécurité est limitée aux certains endroits de la zone, comme vu au-dessous.

Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les **96** localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **plus d'un an** pour **62%** des localités évaluées.

Dans **46%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**64** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population : (en % de localités évaluées)



Pour les **14** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, la raison la plus fréquemment rapportée était **des rumeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.) (38%)** et l'**arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (31%)**.

Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 87 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

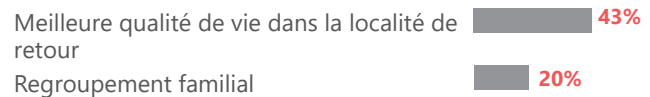


Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Dans le **40%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (83%** de localités évaluées).

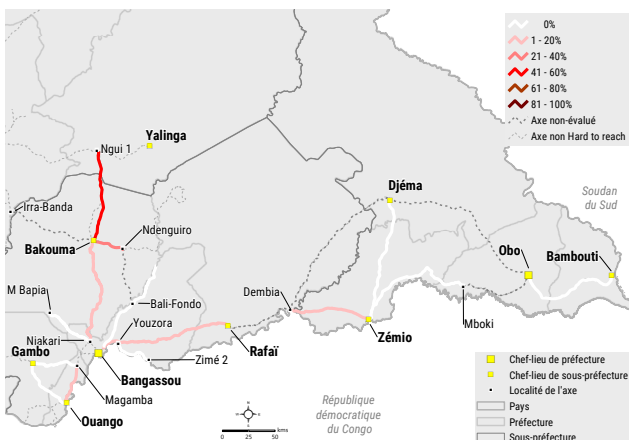
Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



PROTECTION

Malgré le peu d'incidents sécuritaires rapportés, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans presque la moitié des localités évaluées (47%), selon les informateurs clés. Une explication possible est que les groupes armés sont en train de se reconstituer dans la zone.⁹ Le risque le plus rapporté pour les filles était les violences sexuelles, soulignant un besoin potentiel pour des interventions pour protéger les filles contre l'abus sexuel.

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)



Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

Incidents impliquant la mort de civils



Incidents causant dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)

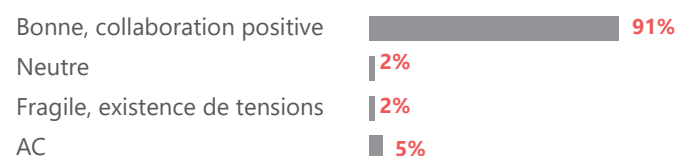


Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	Pourcentage
Hommes	Criminalité / Absence de soins	14%
Femmes	Absence de soins	73%
Garçons	Mariage forcé	14%
Filles	Violences sexuelles	44%

Dans **47%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)¹⁰ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



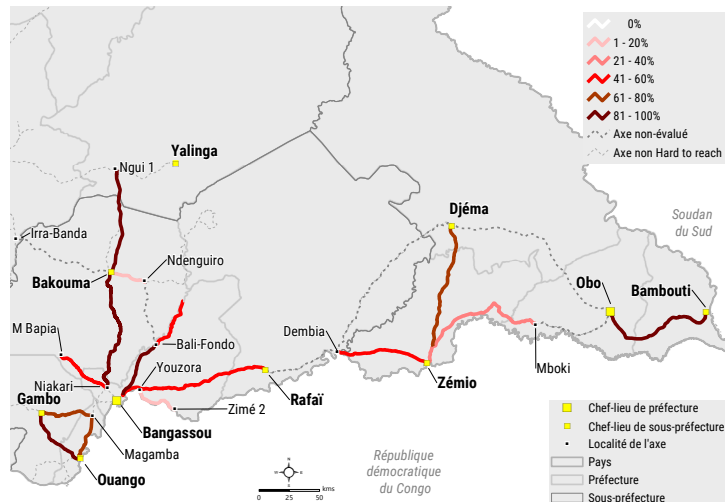


SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les chocs et les difficultés rapportées de pratiquer l'agriculture, qui représente une source principale indiquée de revenus, impactent négativement les revenus des ménages. Cela les empêche d'avoir les moyens économiques pour obtenir de la nourriture pour supplémenter leur production, augmentant leur risque d'insécurité alimentaire. Comme l'agriculture est aussi une source principale de subsistance des ménages,¹¹ les moyens physiques que les ménages utilisent pour accéder à la nourriture sont aussi compromis par les difficultés rencontrées pour pratiquer de l'agriculture, comme le manque de semences.

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :

(selon les IC)



Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population :

(en % de localités évaluées)



Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient la **baisse du prix des produits vendus (33%)**, les **cultures détruites par du bétail ou des animaux sauvages (16%)** et la **hausse des prix des denrées alimentaires (11%)**.

Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

Manque de semences	21%
Insécurité	12%
Manque de moyens financiers	11%

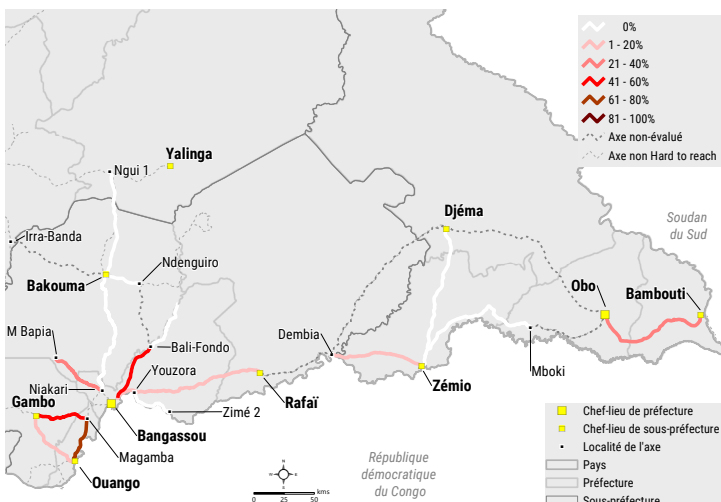


MOYENS DE SUBSISTANCE

Étant donné les défis rapportés pour pratiquer l'agriculture, la source principale rapportée de revenus, la population ne pourrait pas avoir les moyens pour acheter la nourriture pour supplémenter leur production et les autres nécessités de base sur les marchés, même si les marchés semblent être plutôt disponibles dans la zone. Par conséquent, au moins quelques ménages pourraient faire travailler les enfants comme une stratégie d'adaptation pour supplémenter leur revenu.

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF¹² :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **37%** des cas.

Principales sources de revenu des ménages :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	96%	1%	0%
Pêche / chasse / cueillette	8%	48%	16%
Production de vin / d'alcool / d'huile de palme	1%	11%	22%
Petit commerce	0%	7%	13%
Aucun consensus	0%	21%	30%

Parmi les **97%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **99%** de cas.

Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)

Aucun	1%
Très peu (< 25%)	10%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	21%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	43%
Une large majorité (> 75%)	3%
AC	21%

Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

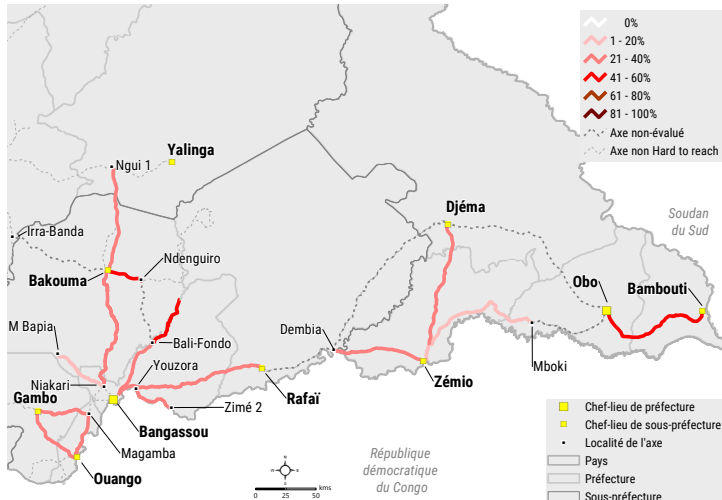
(selon les IC ; en % de localités évaluées)



NUTRITION

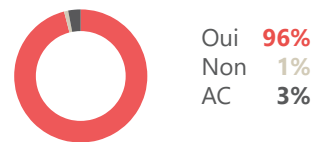
D'après les informations fournies par les informateurs clés, les enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition. Spécifiquement, les informateurs clés ont rapporté qu'au moins un enfant de moins de 5 ans présentait des symptômes de malnutrition dans presque toutes les localités évaluées (96%). Donc, les interventions en nutrition ciblant les enfants de moins de 5 ans et renforçant la capacité des centres de nutrition, qui ont été rapporté d'exister dans la moitié de localités évaluées, pourraient pallier leurs symptômes de malnutrition et réduire leur risque de maladies associées avec le malnutrition.

% de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition¹³ : (selon les IC)

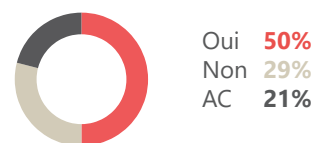


Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition¹³ :

(en % de localités évaluées)



Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)

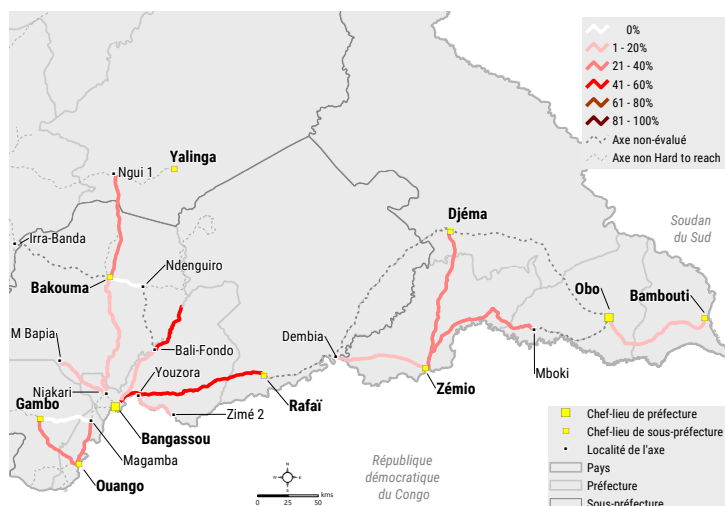


SANTÉ

Bien que les services de santé accessibles à moins d'une heure de transport ont été rapportés, il paraît qu'ils ne sont pas bien approvisionnés pour soigner la population. Par exemple, le manque de médicaments indisponibles a été la barrière la plus rapportée. Il semblerait que les femmes font face à plus de barrières par rapport aux autres groupes car le risque le plus rapporté pour eux était l'absence de soins. En outre, les maladies les plus communes dans la zone sont le paludisme et la fièvre, selon les informateurs clés. Ces résultats indiquent que des interventions sanitaires concentrant sur l'approvisionnement des formations sanitaires, le paludisme et les soins des femmes pourraient être utiles.

% de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population :

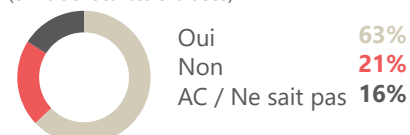
(selon les IC)



Pour **49%** de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « **centre de santé** » et dans **29%** des cas un « **poste de santé** ».

Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun :

(en % de localités évaluées)



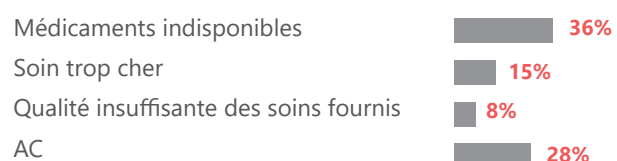
Principaux problèmes de santé rapportés :

(en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	24%	50%
Diarrhée	22%	13%
Infection respiratoire / toux	20%	14%
Malnutrition	4%	Réponse non-proposée
Aucun consensus	29%	23%

Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population :

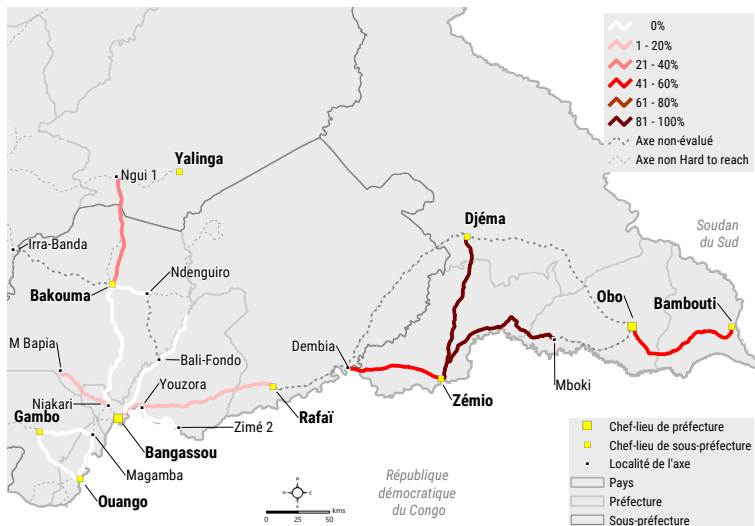
(en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)





Les types d'abris des déplacés les plus rapportés sont les habitats de long terme en paille et les abris d'urgence en bâche ou en paille. Les PDI en site vivent plutôt dans les abris d'urgence.¹⁴ Les déplacés vivant dans les abris inadéquats semblent être plutôt situés sur les axes entre Djéma et Zémio et entre Zémio et Mboki. Cela souligne qu'une aide en construction d'abris visant ces axes pourraient bénéficier la population déplacée là-bas.

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris)¹⁰ : (selon les IC)



Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :

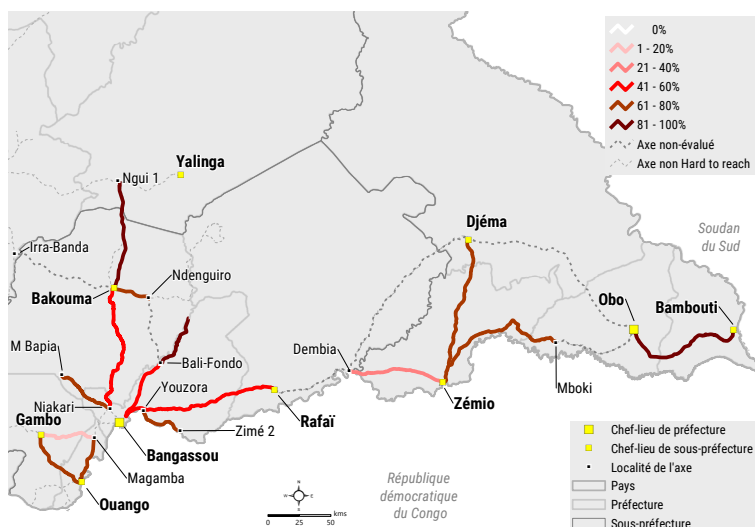
(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)

	Population locale	Population déplacée ¹⁰
Habitat à long terme en paille	79%	73%
Maison en semi-dur	4%	1%
Abri d'urgence en bâche	4%	2%
Abri d'urgence en paille	1%	15%
Aucun consensus	13%	9%

EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

La mauvaise qualité d'eau a été rapportée d'être une difficulté principale pour la majorité de la population concernant l'accès à l'eau dans la plupart de localités évaluées (61%). Cela contribue potentiellement aux maladies d'origine hydrique, comme le choléra, augmentant la pression sur un système de santé déjà limité. De plus, il a été rapporté qu'il y a un manque de suffisamment de points d'eau dans 24% de localités évaluées. Ces difficultés indiquent que l'EHA est un des secteurs où une aide pourrait être apportée à la population, surtout en termes de construction des points d'eau potable.

% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée¹⁵ : (selon les IC)



Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

Mauvaise qualité de l'eau	61%
Sources insuffisantes et / ou attente trop longue	24%
AC	13%

Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population : (en % de localités évaluées)

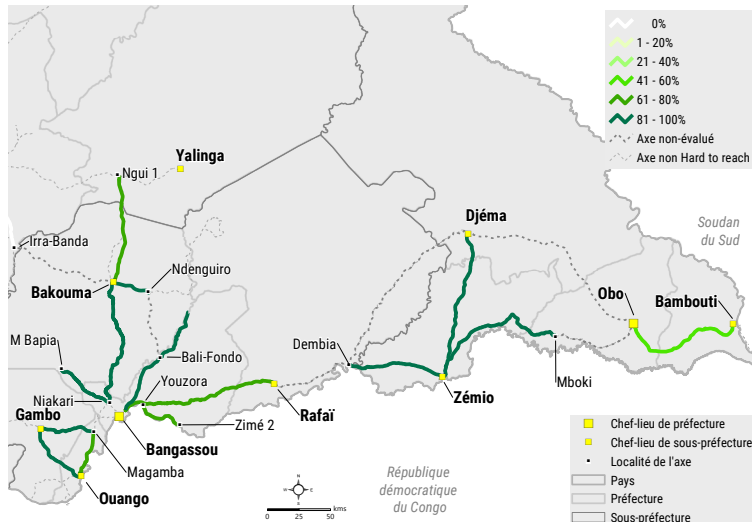




ÉDUCATION

Selon les résultats, il semble que les garçons fréquentent l'école plus que les filles. Les informateurs clés ont constaté que plus de la moitié des garçons fréquentent l'école dans 61% de localités évaluées pendant que plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 36% de localités évaluées. Une explication possible pour cela pourrait être que les filles évitent d'aller à l'école à cause de la violence sexuelle, qui a été rapportée d'être le risque principale pour les filles. Ce risque a été aussi signalé dans le dernier rapport de la matrice de suivi des déplacements.¹⁶ Malgré la différence de taux de fréquentation, les barrières d'accès à une éducation semblent être similaires, notamment le manque de moyens financiers pour payer les frais scolaires tant que le manque du personnel et d'enseignants qualifiés. Etant donné cela, les interventions en éducation, surtout celles visant les filles, pourraient bénéficier la population.

% de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle¹⁷ par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 110 localités concernées)

	Garçons	Filles
Très peu (< 25%)	2%	4%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	13%	23%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	28%	21%
Une large majorité (> 75%)	33%	15%
AC	25%	37%

Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle¹⁷ et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 110 localités concernées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Frais scolaires trop chers	34%	18%
Manque de personnel et d'enseignants qualifiés	10%	19%
AC	30%	39%



REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

D'après les informateurs clés, une aide humanitaire n'a pas été apportée dans presque la moitié de localités évaluées (49%) dans les 12 derniers mois avant la collecte. Cela est probablement lié à l'accès humanitaire, limité par l'insécurité et le manque d'infrastructure,¹⁸ qui inclut la faible couverture rapportée des réseaux radiophoniques et téléphoniques. Étant donné l'indisponibilité des nécessités de base, comme la nourriture et l'eau, la population dépende souvent sur l'aide humanitaire.

Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)

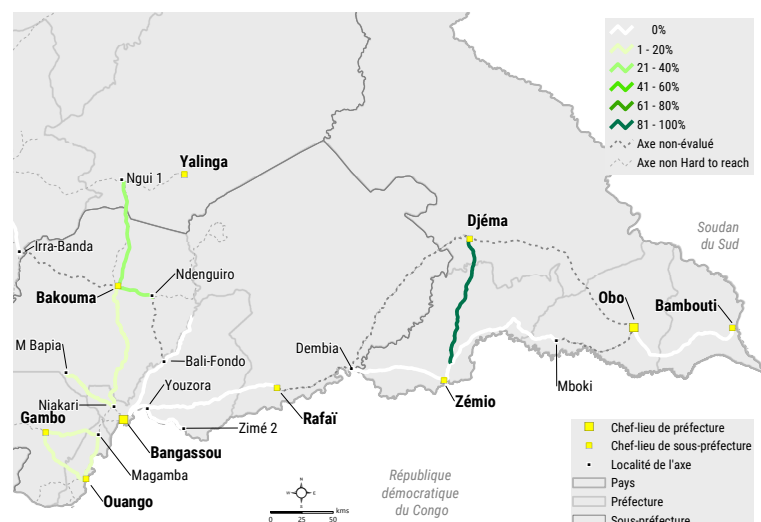


Parmi les 39 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 32% de ces localités et insuffisante en termes de quantité pour 21% de ces localités.

Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.¹⁹

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.²⁰ Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.²¹ Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe ²²	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ? ²¹
4.1	Bambouti - Obo	12	11	92%	Oui
4.2	Obo - Djema	12	7	58%	Oui
4.3	Obo - Mboki	9	4	44%	Oui
4.4	Mboki - Zemio	26	7	27%	Oui
4.5	Zemio - Djema	15	7	47%	Oui
4.6	Dembia - Zemio	15	7	47%	Oui
4.7	Djema - Dembia	3	0	0%	Non
4.8	Bakouma - Ngui 1	9	4	44%	Oui
4.9	Bakouma - Ndenguero	5	4	80%	Oui
4.10	Ndenguero - Bali-Fondo	3	2	67%	Oui
4.11	Fode - Bali-Fondo	3	3	100%	Oui
4.12	Niakari - Mbapia	23	7	30%	Oui
4.13	Niakari - Bakouma	29	13	45%	Oui
4.50	Dembia - Rafai	10	0	0%	Non
4.51	Barama - Rafai	36	16	44%	Oui
4.52	Barama - Bali Fondo	22	15	68%	Oui
4.53	Bakouma - Irra Banda	6	5	83%	Oui
4.54	Magamba - Gambo	12	7	58%	Oui
4.55	Ouango - Gambo	23	18	78%	Oui
4.56	Ouango - Magamba	11	5	45%	Oui
4.58	Youzora - Zime2	8	6	75%	Oui

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)
3. [Organisation Internationale pour les Migrations \(OIM\), République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, pp. 14-15 \(February 27, 2023\) ; OCHA, Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) - République centrafricaine, pp. 34, 39 \(2022\).](#)
4. [OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation, p. 8 \(17 janvier 2023\).](#)
5. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 8 ; HNO, p. 72.
6. HNO, pp. 72-73.
7. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
8. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.
9. HNO, p. 39.
10. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
11. HNO, p. 4.
12. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023).
13. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.
14. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 13.
15. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégés (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).
16. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 14.
17. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (Source : [Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011](#))
18. HNO, p. 72-73.
19. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
20. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
21. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
22. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.